

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Passet
- **Prénom**
Anne-Sophie
- **Raison sociale**
Ministères sociaux

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
L'Europe contribue-t-elle à lutter contre l'exclusion
- **Description de l'activité**
Organisation d'un atelier débat au sein des ministères sociaux sur le thème : Europe et lutte contre l'exclusion, en présence de Pierre Jérôme Hénin, Président de The Progressive Company
Ancien collaborateur de Michel Barnier au ministère des Affaires étrangères et à la Commission européenne
- **Date et heure**
4 juillet 2018 - 11h à 13h
- **Lieu**
Paris
- **Nombre de participants**
25
- **Catégories de publics présents**
agents des ministères sociaux

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Antoine Saint Denis, sous-directeur Europe et international
Marianne Forejt, cheffe du bureau Europe (Délégation affaires européennes et internationales)

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - Europe sociale (définition, enjeux)
 - Inclusion, lutte contre la pauvreté
 - Utilisation des fonds européens (FSE)
 - Egalité – (notamment égalité Femmes hommes)
 - Emploi (mobilité des citoyens, des étudiants, accès à l'emploi, emploi de qualité)
 - Enjeux économiques
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
 - Méconnaissance de l'Europe, l'Europe perçue comme une Europe « des experts », trop concentrée sur des sujets économiques par rapport aux enjeux sociaux
 - Absence de vision politique globale pour l'Europe
 - Absence de lisibilité des compétences de l'UE : les citoyens ne distinguent pas ce qui relève du niveau national ou du niveau européen.
 - Déficit de communication autour des enjeux européens : manque de visibilité dans les médias, manque de relais à haut niveau, manque de transparence
 - Problème de portage politique au niveau national.
 - L'Europe « bouc émissaire » : les élus se défontent sur l'Europe, ne valorisent pas les actions menées au niveau européen (notamment dans l'utilisation des fonds). Les citoyens la considèrent comme responsable des difficultés rencontrées, méconnaissent ses résultats concrets, ce qui favorise les euroscepticisms
- **Pistes de proposition formulées**
 - Valoriser le récent socle européen des droits sociaux
 - Définir de nouvelles priorités pour l'Europe pour rééquilibrer les inégalités sociales (vers les pauvres, les étudiants et apprentis...)
 - développer la pédagogie et vulgariser le discours trop technocratique, privilégier des indicateurs plus concrets pour les citoyens (pour évaluer les résultats des politiques publiques)
 - améliorer la notoriété des actions menées au niveau européen - mieux valoriser les programmes financés par l'UE (développer les outils promotionnels)
 - porter à haut niveau une vision politique de l'Europe
 - former davantage à la citoyenneté (mieux faire connaître le rôle des institutions, les droits des citoyens européens, sensibiliser les générations au rôle de la construction européenne dans le maintien de la paix)
 - mobiliser les médias plus largement, y compris la presse généraliste au-delà de la presse spécialisée sur les sujets européens
 - poursuivre la convergence dans le champ social au-delà des divergences entre pays (ex : en

matière de mobilité des jeunes)

- veiller à la défense des droits de l'Homme
- dépasser les difficultés liées aux langues : formation des jeunes pour qui les langues étrangères peuvent constituer un obstacle à la mobilité (« plan langues »), et systématiser l'interprétariat, la traduction des documents pour qu'ils soient accessibles à tous les citoyens européens

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
Nombreuses prises de parole. Échanges nourris et respectueux.